

BOSNIE-HERZÉGOVINE

oneworld-platform for southeast europe (owpsee) foundation
Valentina Pellizzer
www.oneworldsee.org



Introduction

La Bosnie-Herzégovine est un petit pays complexe où il est difficile d'appliquer des réformes qui risquent d'avoir des répercussions sur l'État. Le simple fait que l'État soit fondé sur des droits collectifs plutôt que sur les droits individuels a des conséquences en ce sens que cette situation crée des réalités parallèles qui se font mutuellement obstruction. D'une part, il y a les déclarations et les ententes signées pendant les conférences nationales et régionales par des représentants du gouvernement et d'autre part, il y a la vie quotidienne qui se déroule dans un environnement très chaotique où les réformes se font attendre, sont appliquées partiellement ou doivent passer par des processus très compliqués pour se conformer à la volonté et au pouvoir politique des trois communautés nationales (Bosniaques, Serbes et Croates) et leur parti au gouvernement.

C'est ainsi que la question des politiques de technologies de l'information et de la communication (TIC) est verrouillée par des tensions entre deux organismes, l'Agence pour le développement de la société de l'information (AIS) et le Réseau universitaire et de recherche (BIHARNET), qui devraient tous les deux opérer au niveau de l'État¹. Mais l'AIS n'a pas encore été officiellement établie car plusieurs propositions ont été rejetées. Un projet de loi attend actuellement l'approbation du parlement. La situation est encore plus compliquée pour le réseau de recherche universitaire. BIHARNET, officiellement enregistré au niveau de l'État, mais considéré comme faisant partie de la Fédération de Bosnie-Herzégovine (une des deux entités nationales), est pratiquement paralysé par des droits de veto opposés détenus par les deux principales nationalités qui partagent le pouvoir, les Bosniaques et les Croates. Parallèlement, un autre réseau universitaire et de recherche, SARNET, en République Srpska, jouit d'une totale indépendance et est membre de partenariats régionaux et internationaux avec d'autres réseaux universitaires.

Dans ce contexte, l'expansion de l'utilisation du nom de domaine de premier niveau du pays (.ba) peut être considérée comme une lueur d'espoir : un signe que l'on peut considérer la Bosnie-Herzégovine, tout au moins dans l'optique d'un moteur de recherche, comme un pays uni. Actuellement, le nombre de sites web enregistrés sur le domaine s'élève à 8 958. À noter qu'il y a quelques années,

on trouvait facilement des institutions publiques avec des extensions comme .net², .org et .com., alors qu'aujourd'hui on voit davantage de .ba, en particulier au niveau municipal (par exemple www.opstinaderventa.ba, www.lukavac.ba). On constate également un changement d'approche dans la République Srpska, où le nom de domaine .ba apparaît avec le sous-domaine .rs³.

Capacité : Les gens savent-ils se servir de la technologie?

Selon le eSEE [South-East Europe] Plus Matrix, en juin 2008, le taux de pénétration de l'internet en Bosnie-Herzégovine était de 20 % et celui des services large bande de 6 %.

La pertinence et l'importance des TIC sont une nouveauté pour la population. L'intégration de la technologie nécessite des investissements et un processus décisionnel stratégique. À cet égard, l'engagement de la Bosnie-Herzégovine est difficile à déchiffrer. Si presque 90 % des écoles ont un laboratoire informatique, seulement 10 % ont accès à la large bande. Les élèves commencent à apprendre la technologie seulement à l'école secondaire et il n'y a pas de programme commun pour l'ensemble du pays.

En ce qui concerne le réseautage social, comme les blogs ou les forums, la population s'y intéresse davantage. L'hiver dernier, un mouvement civil a réussi à regrouper plus de 10 000 personnes à Sarajevo grâce à l'internet. Pendant trois mois, les gens ont protesté en affichant des messages sur des blogues, des forums et des listes de distribution et en utilisant également des SMS.

Blogger.ba héberge plus de 70 000 blogues. Un autre portail, Blijesak⁴, compte plus de 3 162 utilisateurs pour un total de 8 835 thèmes. Le portail Banjalukalive est également très utilisé, avec 2 016 membres et plus de 1 785 thèmes, même si la majorité concerne encore le divertissement ou le réseautage social. Cette année, certains événements ont révélé que les blogues et les forums deviennent une alternative et une voix citoyenne directe. Cette voix n'est pas toujours progressiste, mais elle reflète la nécessité d'une communication et de disposer d'un espace de discussion.

1 La Bosnie-Herzégovine comprend deux entités ayant leur propre gouvernement et parlement : la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République Srpska. Il existe également un district surveillé par la communauté internationale, le District Brcko. Ce système de gouvernement a été établi par l'Accord de paix de Dayton pour garantir la représentation des trois principaux groupes du pays (Bosniaques, Serbes et Croates) qui ont chacun un droit de veto sur tout ce qui peut être défini comme « l'intérêt vital de la population constituante ».

2 Le site web officiel du parlement de la République Srpska est www.narodnaskupstinars.net, qui continue d'utiliser le domaine .net comme nom de domaine de premier niveau. Il en est de même pour le site officiel de la République Srpska (www.vladars.net).

3 N'étant pas un État, la République Srpska n'a pas son propre nom de domaine internet et ses institutions préfèrent ne pas utiliser le nom de domaine de premier niveau de la Bosnie-Herzégovine (.ba) – ni même tout autre nom unique de domaine de premier niveau – et choisissent plutôt un composite (p. ex., www.rs.ba).

4 www.blijesak.info est un des principaux portails administrés de Mostar.

Contenu pertinent : Y a-t-il un contenu adapté localement, en particulier en termes de langue?

On peut diviser la production de contenu en trois secteurs : le contenu du secteur privé, le contenu de la société civile et les sites web des institutions publiques ou officielles (la Bosnie-Herzégovine a 14 différents paliers d'administration, d'où un grand potentiel de contenu en ligne).

Dans les trois secteurs, la question du contenu local est liée à une question transversale, celle de la langue. En Bosnie-Herzégovine, trois langues cohabitent – le bosniaque, le croate et le serbe – et deux alphabets (latin et cyrillique). De plus, l'anglais est utilisé au niveau de l'État.

La question de l'utilisation de la langue, plus qu'une question de langue comme telle, reflète le nationalisme ambiant. La langue sert à diviser plutôt qu'à réunir. En réalité, les langues sont suffisamment proches pour permettre aux utilisateurs de se comprendre et de participer activement, quelle que soit la langue officielle du site web. Très peu de sites peuvent contenir toutes les langues, tant par manque de temps et de ressources que parce que cela n'ajoute pas de valeur réelle. Mais la question des langues en ligne reste une chausse-trappe potentielle pouvant être utilisée à tout moment pour diviser l'opinion publique. Bien peu de groupes formulent leur position sur les langues et le contenu dans une perspective d'inclusion, ou produisent des contenus critiques et alternatifs.

Les forums sont des espaces en ligne où on se confronte, quelle que soit la langue. Mais il reste un pourcentage de gens qui choisissent de s'inscrire comme utilisateurs de ce qu'ils appellent « leur » portail, reproduisant dans le monde virtuel les mêmes divisions nationalistes que dans le monde réel.

Confiance : Les gens ont-ils confiance dans la technologie qu'ils utilisent?

Alors que l'an dernier, l'utilisation de la technologie a augmenté, la réflexion sur la protection de la vie privée, la sécurité et les questions comme la cybercriminalité reste limitée. La Bosnie-Herzégovine reste un pays où la majorité des ordinateurs piratent des logiciels et où il est possible d'acheter des copies illégales de films et de logiciels craqués dans la rue. Les services publics et commerciaux en ligne sont peu nombreux. La majorité des sites publics ne vont pas plus loin que l'offre de formulaires téléchargeables qui doivent être remplis et apportés aux bureaux appropriés.

La Bosnie-Herzégovine rédige actuellement des lois et des règlements sur la sécurité, la protection de la vie privée et la cybercriminalité en vue de son intégration à l'Union européenne. À cet égard, elle suit la tendance mondiale au sujet de la sécurité et de l'intérêt public par rapport aux droits individuels. Ce qui manque, c'est un débat public et des espaces de participation citoyenne pour analyser les différentes solutions.

Depuis deux ans, l'internet offre de plus en plus d'informations alternatives (médias en ligne, forums, blogues, radio internet, etc.). Tous ceux qui utilisent les cybercafés ou ont accès à l'internet au travail ou à l'université sont des

producteurs potentiels de contenu. Tous ces espaces offrent des contenus alternatifs qui sont souvent très différents du discours ambiant. L'absence de débat sur les lois et les règlements en ligne pourrait coûter cher en termes de liberté d'expression. Dans un pays organisé autour des droits collectifs, le contenu est sans cesse menacé de censure (actuellement, une affaire de discours haineux est devant les tribunaux, en rapport avec le premier Festival gai de Sarajevo qui se déroule pendant le Ramadan)⁵.

Pour un État transitoire comme la Bosnie-Herzégovine, la protection de la vie privée, la sécurité et la cybercriminalité sont des questions qui sont encore loin des préoccupations générales et sont souvent considérées comme le domaine réservé des experts qui doivent les étudier et trouver des solutions, ce qui conduit à des situations bizarres : récemment, un responsable public a pu facilement obtenir les noms des utilisateurs d'un forum qui critiquaient ouvertement son comportement et a pu les révéler pendant une émission de télévision.

Mesures à prendre

En ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie des TIC en Bosnie-Herzégovine, on peut dire que les institutions publiques ont échoué. Alors que la Bosnie-Herzégovine a été le premier pays des Balkans de l'Ouest à approuver une stratégie TIC, elle accuse maintenant du retard par rapport à des pays comme la Serbie et la Macédoine.

Le gouvernement privilégie actuellement le gouvernement en ligne, c'est-à-dire le développement d'une infrastructure interne destinée aux institutions publiques et une gestion de leurs services plus interactive et inclusive. En ce qui concerne l'éducation, la mosaïque se fragmente et se divise en petits morceaux. En général, les citoyens ou les acteurs de la société civile ne sont pas considérés comme des parties prenantes mais plus ou moins comme des bénéficiaires.

La nature de l'internet fait en sorte que la population se rende compte qu'il existe une technologie qu'elle peut utiliser pour se connecter au reste du monde. Mais en ce qui concerne l'utilisation et l'abus des TIC, et leur diffusion, il n'existe pas encore de masse critique.

La production de contenus est un aspect extrêmement important. Les pouvoirs publics ont largement laissé l'espace en ligne aux mains des auteurs de discours haineux – comme l'attaque contre le Festival gai de Sarajevo – sans prendre de mesures pour appliquer la loi antidiscriminatoire du pays. Le régulateur n'a pas non plus imposé d'amende. Il est donc évident que pour régler la question des contenus et de la protection de la vie privée, quand il s'agira de droits individuels, les citoyens devront assumer leurs responsabilités ou taire leur diversité. ■

5 De nombreuses publications, y compris les populaires *SAFF* et *Dnevni Avaz*, ont utilisé des termes diffamatoires au sujet des lesbiennes et des gais. Ils ont demandé que les organisateurs du festival soient lynchés, lapidés, arrosés de pétrole ou expulsés du pays. Des menaces de mort ont été affichées sur internet contre des activistes des droits homosexuels. Des appels ont également été faits au public pour interrompre le festival (communiqué de presse d'Amnistie Internationale, 19 septembre 2008).

Références

eSEE Plus Matrix : www.eseeinitiative.org

Omerovi , S. et Bambura , I., *Public Relations in Service of Local Governance: A Step Further. The analysis of capacities and needs of 11 BiH municipalities in the field of public relations*. Sarajevo: Mediacentar, 2004. Voir à : www.soros.org.ba/docs_lokalna_uprava/public_relations_in_service_of_local_governance.doc

Surveillance régulière des sites web et portails suivants :

www.sarajevo-x.com⁶

bljesak.info

mladi.info

www.bhtelecom.ba/portal.html

www.monitor.ba

www.ngo.ba

www.pincom.info

www.banjalukalive.com

www.cafe.ba

efm.ba/portal

radio202.ba/loc

www.oiabih.info/ba/informira/web_portal/index.shtml

www.radiosarajevo.ba

24sata.info

info.ba

bih-x.com

www.blogger.ba⁷

www.bljesak.info⁸

Forums de Bosnie-Herzégovine :

s14.invisionfree.com/SELONACELNIKOV_FORUM

www.kostajnica.com/discus/index.html

forum.prijedor.com/index.php

forumi.gradiska.com/index.php

forum.rskoming.net/index.php

forum.blic.net/index.php

www.banjalukalive.com/forum/index.php

forum.teol.net

www.banjaluka.rs.ba/forum

forum.mrkonjic-grad.com

www.celinac.org/forumi/index.php

www.kotorvaros.rs.ba/forum/index.php

www.teslic.info/index2.php?option=com_forum

srpskikupres.com/v-web/bulletin/bb/index.php

[www.modrica.com/forum/forum_topi ... ID=36&PN=1](http://www.modrica.com/forum/forum_topi...ID=36&PN=1)

www.bijeljina.com/modules/newbb

www.lopare.net/forum/index.php

www.phpbber.com/phpbb/?mforum=ugljevickb

www.zvornik.info/diskusije

www.srpskosarajevo.com/forum

forum.sarajevo-rs.com

www.24casa.com/forum

www.elitesecurity.org

www.benchmark.co.yu/forum/index.php

www.mycity.co.yu/phpbb

forum.krstarica.com/index.php

manastir-lepavina.org/forum

www.pravoslavac.net/razgovori/index.php

www.sarajevo-x.com/forum

moforaja.com/board.php

www.mostarskaraja.com/board.php

www.forum.hr/index.php

www.index.hr/forum/default.aspx

www.iskon.hr/forum/index.jspa

6 Un des magazines les plus consultés en Bosnie-Herzégovine.

7 Le principal groupe de bloggeurs de Bosnie-Herzégovine sur sarajevo-x.com.

8 Magazine et forum internet.